

La rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc a renforcé la concurrence entre les deux pays dans l'espace africain, et a réactivé la logique des axes dans l'arène maghrébine.

Miguel Hernando de Larramendi, professeur d'Études arabes et islamiques à l'Université de Castille-La Mancha ;
Laurence Thieux, docteure en Études arabes et islamiques de l'Université autonome de Madrid.

LA RIVALITÉ ALGÉRO-MAROCAINE DANS UN CONTEXTE DE TRANSFORMATION

Les relations algéro-marocaines sont marquées depuis leurs indépendances par un schéma de rivalité. L'articulation des relations bilatérales comme un jeu à somme nulle, lié à la lutte pour l'hégémonie régionale n'a pas empêché les moments de confrontation directe, comme la guerre des Sables en 1963 ou la rupture des relations diplomatiques entre 1976 et 1988 au sujet du Sahara occidental, de se combiner avec des moments de détente.

La motivation à la détente a été plus grande lorsque les deux régimes ont partagé un sentiment de vulnérabilité. Ce fut le cas, par exemple, à la fin des années 1980, lorsque l'existence d'une crise de légitimité en Algérie, accentuée par la forte baisse du prix des hydrocarbures (émeutes d'octobre 1988) et la crainte du Maroc des effets que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE pourrait avoir sur son économie, ont provoqué le dégel de relations hypothéquées par des divergences idéologiques, des différends frontaliers et le conflit du Sahara occidental. Ce n'est que dans ce contexte de réconciliation bilatérale que l'Union du Maghreb arabe a pu être créée en 1989, présentée comme un engagement d'intégration régionale face aux défis posés par la mondialisation. Le climat de détente bilatérale du début des années 1990 a également facilité le lancement par l'ONU du Plan de règlement du Sahara occidental, qui prévoyait la tenue d'un référendum d'autodétermination, début 1992.

À l'inverse, lorsque la perception de vulnérabilité a été asymétrique, la rivalité a eu tendance à se renforcer. Ce fut le cas en janvier 1992, lorsque la suspension des élections législatives, qui devaient donner la victoire au

Front islamique du salut (FIS), a déclenché une guerre civile sanglante en Algérie (1992-1997) qui a plongé le pays dans un « embargo moral international ». La crainte que le Maroc puisse utiliser la faiblesse du régime algérien pour légitimer son contrôle sur le Sahara occidental au niveau international, a ravivé les tensions bilatérales. La méfiance s'est accrue avec l'échange d'accusations réciproques d'ingérence dans les affaires intérieures ce qui, en 1994, a conduit à l'établissement de visas et à la fermeture de la frontière terrestre, en réponse aux accusations marocaines concernant la participation présumée de l'Algérie à l'attaque terroriste de l'hôtel Atlas Asni, à Marrakech, perpétrée par des citoyens français d'origine algérienne.

La vague de manifestations antiautoritaires qui a renversé Zine El Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak et Mouammar Kadhafi en 2011 a suscité une « détente défensive » éphémère, face à des mobilisations perçues par les deux régimes comme un risque partagé. Le mouvement du *Hirak* en Algérie en février 2019, a cependant renforcé une perception asymétrique de la vulnérabilité, attisant une rivalité qui, depuis l'accident cardiovasculaire du président Abdelaziz Bouteflika en 2013, s'était étendue à l'espace africain.

DE LA TENSION BILATÉRALE À LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

Au Sahara occidental, le sentiment de force du Maroc vis-à-vis de son voisin algérien s'est traduit par une politique plus assertive sur le terrain depuis 2020. En no-

vembre de la même année, l'armée a rompu le cessez-le-feu en place depuis 1991 et a expulsé par la force un sit-in de civils sahraouis à Guerguerat, qui bloquait la liaison terrestre et commerciale avec la Mauritanie et l'Afrique de l'Ouest. Bien que Rabat ait minimisé l'impact de l'annonce du cessez-le-feu par le Front Polisario en réponse à l'usage de la force lors de l'expulsion, le Maroc a été accusé par le Front Polisario d'avoir utilisé des drones contre son officier de sécurité et contre un convoi de camions algériens revenant de Mauritanie, qui traversait Bir Lahlou, dans le Sahara occidental libéré.

Dans la sphère diplomatique, le Maroc a repris l'initiative d'essayer de renforcer symboliquement le soutien international à sa souveraineté sur le Sahara occidental en encourageant 26 États, principalement africains, à ouvrir des consulats à Laâyoune et Dakhla. La perception que l'équilibre des forces lui était favorable a été renforcée en décembre 2020 par l'accord consensuel conclu avec le président Donald Trump, en vertu duquel Rabat a normalisé ses relations avec Israël en échange de la reconnaissance par les États-Unis de sa souveraineté sur le Sahara occidental. Ce succès diplomatique a renforcé l'affirmation de Rabat, forçant des crises diplomatiques avec l'Allemagne et l'Espagne, pour obtenir un soutien explicite à la solution autonome prônée par le Maroc depuis 2007, comme alternative à la tenue d'un référendum d'autodétermination.

Le rapprochement entre le Maroc et Israël est une autre source de tension dans les relations bilatérales, car il introduit une force militaire extérieure dans la région. Pour Alger, la coopération militaire et de renseignement place l'ennemi israélien au Maghreb. L'adhésion du Maroc aux Accords d'Abraham et l'intensification de sa coopération avec Israël sur les questions de sécurité, sont perçues par l'Algérie comme une menace qui rapproche « l'ennemi sioniste » de sa frontière, dans un contexte de fragilité interne du régime algérien. Les critiques algériennes sur le rôle d'Abou Dhabi dans le processus de normalisation avec Israël ont également avivé les tensions avec les Émirats arabes unis, premier pays arabe à ouvrir un consulat à Laâyoune en novembre 2020, et qui remet en cause l'alignement de l'Algérie sur la Turquie dans le dossier libyen. Si l'urgence sanitaire provoquée par la pandémie a permis de désamorcer les mobilisations du *Hirak*, la légitimité du régime reste menacée par la dégradation de la situation socio-économique (baisse des revenus des exportations d'hydrocarbures et diminution des réserves de devises) et par un président élu avec un fort taux d'abstention. Depuis sa prise de fonction en décembre 2019, Abdelmajid Tebboune s'est engagé à redynamiser la diplomatie algérienne en tant qu'instrument de légitimation interne, en cherchant à regagner l'espace cédé au Maroc dans la sphère régionale. Cette volonté de revenir et de regagner de l'influence dans la sphère africaine est facilitée par l'élimination de certaines des restrictions à l'envoi de troupes à l'étranger prévue par la Constitution de 2020.

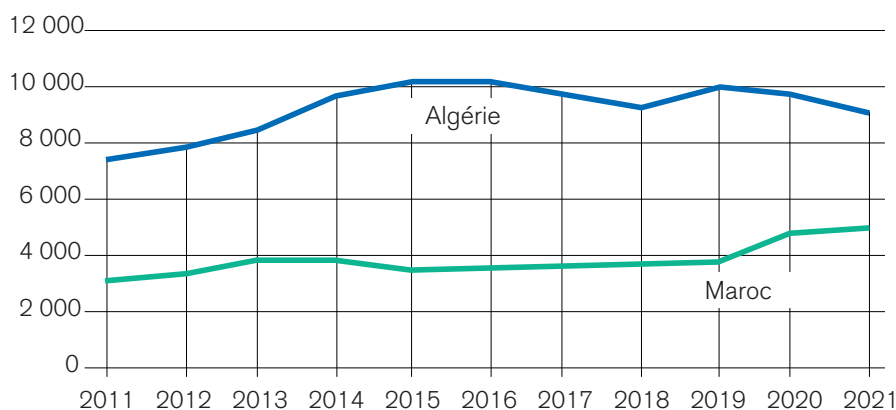
La détérioration bilatérale a dégénéré en une rupture diplomatique à l'été 2021. L'élément déclencheur a été la perception par le régime algérien que le Maroc avait franchi une ligne rouge, en tentant d'exploiter sa

Avec la fermeture du gazoduc Maghreb-Europe, l'Algérie a mis fin à la principale initiative de coopération bilatérale entre les deux pays

faiblesse pour s'ingérer dans ses affaires intérieures. La note distribuée en juillet de cette année-là par l'ambassadeur marocain aux Nations unies aux membres du Mouvement des pays non alignés, affirmant que « le courageux peuple kabyle mérite plus que tout autre de jouir de son droit à l'autodétermination », semble être le détonateur direct de la réponse algérienne qui a rappelé son ambassadeur à Rabat pour consultations. Les révélations de *Forbidden Stories* sur l'utilisation par le Maroc du logiciel israélien Pegasus pour espionner 6 000 téléphones de l'élite politique algérienne ont avivé les tensions. L'Algérie a accusé le Maroc et Israël de se trouver derrière les incendies dévastateurs qui ont ravagé la Kabylie, en raison de leur soutien présumé au Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), classé par Alger comme une organisation terroriste. Ces « actions hostiles », selon les termes du ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, ainsi qu'une longue liste de griefs comprenant les victimes algériennes de la guerre des Sables, la délimitation de la frontière commune et la question du Sahara, ont justifié la décision de l'Algérie, fin août, de rompre ses relations diplomatiques. En septembre, l'Algérie a fermé son espace aérien à tous les avions civils, militaires ou immatriculés au Maroc. Un mois plus tard, la société publique Sonatrach a résilié le contrat permettant au gaz exporté vers l'Espagne de transiter par le gazoduc Maghreb-Europe (GME). Par cette décision, l'Algérie a mis fin à la principale initiative de coopération bilatérale entre les deux pays, conçue au milieu des années 1990, comme un projet pouvant contribuer à tisser une toile d'intérêts communs, qui faciliterait l'interdépendance et aiderait à limiter les conflits bilatéraux. Depuis sa mise en service en 1996, le Maroc bénéficie d'une redevance en nature sous forme de droits de transit, pour les 540 kilomètres du gazoduc qui traversent son territoire. Le gaz naturel reçu a été utilisé par Rabat pour approvisionner deux centrales électriques à cycle combiné, qui produisent 10 % de l'énergie consommée dans le pays. Suite au revirement de l'Espagne sur la question du Sahara occidental en mars 2022, considérant l'autonomie comme la proposition « la plus sérieuse, réaliste et crédible » pour résoudre le conflit, l'Algérie a menacé l'Espagne de représailles, si l'infrastructure était utilisée en sens inverse pour envoyer une seule molécule de gaz algérien au Maroc.

L'augmentation de la tension bilatérale est également visible dans la volonté des deux parties de montrer leurs « muscles militaires ». Le Maroc a créé une troisième région militaire le long de sa frontière orientale avec l'Algérie, il a continué à participer avec d'autres pays

Dépenses militaires au Maroc et en Algérie en millions de US\$ constants (2020), 2011-2021



Source : données du SIPRI. Graphique : Adriana Exeni

L'augmentation de la tension bilatérale est également visible dans la volonté des deux parties de montrer leurs 'muscles militaires'

de la région aux exercices militaires « Africa Lion » organisés par les États-Unis par l'intermédiaire d'Africom, sans obtenir de l'administration Biden qu'elle y inclue le territoire du Sahara occidental, et il a augmenté son arsenal militaire. L'Algérie n'est pas en reste et a organisé des manœuvres militaires dans la région de Tindouf, où se trouvent les camps de réfugiés sahraouis, des exercices militaires conjoints avec la Russie et la Chine et, surtout, elle prévoit d'augmenter son budget militaire de manière exponentielle pour atteindre 22 milliards de dollars en 2023, soit le double de l'année précédente.

L'ARÈNE AFRICAINE

La montée de l'instabilité au Sahel après la chute de Kadhafi en 2011 et l'intervention française au Mali ont fait de cette région un nouvel espace de concurrence bilatérale. Pour gagner en influence, les deux pays ont rivalisé en promouvant des initiatives de médiation concurrentes, se présentant comme des pourvoyeurs de sécurité et de stabilité, dans une région de plus en plus perçue par l'UE comme sa nouvelle frontière de sécurité. Suivant l'argument géographique selon lequel le Maroc n'a pas de frontière directe avec les pays du Sahel, l'Algérie l'a exclu des initiatives de sécurité régionale, telles que le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT) ou le Comité d'État-major opérationnel conjoint (CEMOC). De son côté, le Maroc, membre de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) depuis 2001, tente de réactiver cette organisation, lancée par Kadhafi en 1998 et dont l'Algé-

rie ne fait pas partie. Si la réticence de l'Algérie à s'impliquer militairement hors de ses frontières, ignorant les demandes du Mali et du Niger, l'a tenue à l'écart du G-5 créé en 2014 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, le retrait des troupes françaises du Mali en 2022 est perçu par Alger comme une opportunité de regagner de l'influence sur les questions de sécurité régionale, à travers la redynamisation de la CEMOC, qui s'est réunie à nouveau à Alger en octobre 2022.

Depuis que Rabat a abandonné la politique de la chaise vide et a rejoint l'Union africaine (UA) en 2017, l'organisation panafricaine, dont la République arabe sahraouie démocratique (RASD) est également membre, est devenue un autre champ de bataille. La participation au Conseil de paix et de sécurité (CPS), l'organe de résolution des conflits de l'UA qui traite de la question du Sahara occidental, a été un objectif prioritaire de la diplomatie marocaine, dans une tentative de neutraliser l'influence de l'Algérie et d'assurer que le dossier reste entre les mains du Conseil de sécurité de l'ONU. Suite à sa réincorporation dans l'organisation panafricaine, le Maroc a réussi à être élu membre du CPS entre 2018 et 2020, et a été élu à nouveau en 2022 pour représenter, avec la Tunisie, les pays d'Afrique du Nord.

L'octroi du statut d'observateur de l'UA à Israël, similaire à celui dont bénéficie l'Autorité nationale palestinienne depuis 2013, a été un autre sujet de désaccord. Tandis que le Maroc a appuyé cette décision adoptée en juillet 2021 par le président de la Commission, Moussa Faki Mohamed, l'Algérie s'y est opposée. La méfiance suscitée par l'intensification de la coopération militaire et sécuritaire entre le Maroc et Israël a incité la diplomatie algérienne à promouvoir une campagne au sein de l'UA pour l'empêcher, ce qui a conduit à la suspension de la décision, en février 2022.

La rivalité algéro-marocaine s'étend également à d'autres sphères du continent africain, envers lequel le Maroc a déployé une campagne active au cours de la dernière décennie, soutenue par les tournées de Mohammed VI, la diplomatie religieuse et l'augmentation

des investissements. Sa demande d'adhésion à des organisations régionales, telles que la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont sont membres des pays comme le Nigeria, traditionnellement aligné sur l'Algérie, s'inscrit dans ce cadre. La logique de compétition s'articule également autour de deux mégaprojets concurrents, avec lesquels le Maroc et l'Algérie cherchent à consolider leur influence en Afrique et en Europe, en devenant des points de transit pour le gaz nigérian destiné à l'Afrique du Nord et à l'Europe. L'importance de ces projets a été renforcée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et la nécessité pour l'Europe de se libérer du gaz russe. Contrairement au projet de gazoduc transsaharien qui transporterait le gaz nigérian vers l'Algérie via le Niger, Rabat promeut depuis 2016 l'idée d'un gazoduc alternatif qui traverserait 11 pays d'Afrique de l'Ouest, via l'Atlantique, avant d'atteindre le Maroc.

L'ARÈNE MAGHRÉBINE

La rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc a également renforcé la concurrence entre les deux pays dans l'espace maghrébin, et a réactivé une logique d'axes qui existait déjà dans la région dans les années 1980, lorsque l'Algérie a signé un Traité de fraternité et de concorde avec la Tunisie et la Mauritanie, auquel le Maroc a répondu par la signature du Traité d'union arabo-africaine avec la Libye.

L'invitation et l'accueil officiel réservés au secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, à l'occasion de sa visite en Tunisie fin août 2022, pour participer au VIII^{ème} Sommet Japon-Afrique (TICAD), a déclenché une crise diplomatique entre le Maroc et la Tunisie quelques jours après que Mohammed VI ait réitéré dans son discours du 20 août, son rejet de la notion de neutralité sur la question du Sahara, « le prisme à travers lequel le Maroc voit son environnement international », et auquel sont subordonnées ses relations diplomatiques. Rabat a annulé sa participation au sommet et a rappelé son ambassadeur pour consultations, ce qui a incité la Tunisie à faire de même. La décision d'accorder l'accueil de chef d'État à Brahim Ghali, malgré la non-reconnaissance de la RASD par la Tunisie, ainsi que son abstention lors de l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental en octobre 2021, ont été interprétées par le Maroc comme le résultat de pressions algériennes sur le président tunisien, Kaïs Saïed, dans un contexte de fragilité économique et politique du pays. Isolé sur le plan régional et international, Saïed compte sur l'Algérie pour couvrir les deux tiers de sa consommation de gaz, sur sa coopération sécuritaire pour contrôler les 1 200 kilomètres de frontières communes et, surtout, sur le soulagement de son aide économique et financière, en attendant que les négociations avec le Fonds monétaire international aboutissent pour lui permettre de débloquent l'accès à de nouveaux financements internationaux dans un contexte de dégradation de la situation socio-économique, aggravée par la guerre en Ukraine.

La volonté de l'Algérie et du Maroc de renforcer leurs relations avec la Mauritanie s'inscrit également

Au Sahel, les deux pays se présentent comme des fournisseurs de stabilité et de sécurité, dans une région de plus en plus perçue par l'UE comme sa nouvelle frontière de sécurité

dans la réactivation de la logique des axes. Avec la visite de trois jours du président mauritanien, Mohamed Ould Ghazouani, en décembre 2021, l'Algérie a cherché à donner un nouvel élan aux relations commerciales bilatérales, après la signature d'un accord de libre-échange frontalier et le projet d'amélioration des connexions, avec une route reliant Tindouf dans l'Ouest de l'Algérie et Zouerate dans le Nord de la Mauritanie. Pour le Maroc, la liaison terrestre avec la Mauritanie est un facteur clé, aussi bien pour ses projets d'expansion des relations commerciales avec le reste du continent africain, que pour étayer sa position sur le Sahara occidental.

Au-delà de la sphère diplomatique, la rivalité bilatérale se manifeste également dans la revendication par les deux parties de symboles et de références culturelles et religieuses, ayant une dimension maghrébine. Les deux pays se réclament de la confrérie religieuse Tidjaniyya, bien implantée en Afrique de l'Ouest. En 2016, l'Algérie a tenté de faire reconnaître par l'Unesco la musique de *ray*, présentée « comme un chant populaire algérien », comme un patrimoine mondial de l'humanité. Ils sont également en compétition pour revendiquer comme faisant partie du patrimoine national les *zelliges* ou céramiques maghrébines. Le différend sur les symboles culturels a également porté sur la paternité du couscous, même si, dans ce cas, les deux pays, ainsi que la Mauritanie et la Tunisie, ont fini par présenter un dossier commun à l'Unesco pour sa déclaration au titre du patrimoine culinaire universel.

L'évolution du schéma de rivalité entre le Maroc et l'Algérie est incertaine, dans un contexte international marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et un contexte régional bouleversé par les conflits persistants en Libye et au Mali. Profitant de la hausse du prix des hydrocarbures, l'Algérie, courtisée par les pays européens pour son statut de fournisseur de gaz naturel et sa capacité à combler le vide sécuritaire laissé par la France au Sahel, tente de regagner le terrain perdu sur le plan diplomatique. Face à la décision du Maroc de normaliser ses relations avec Israël et à sa volonté de participer au Forum du Néguev avec lequel Tel-Aviv veut doter les Accords d'Abraham d'un cadre de coopération institutionnalisé, l'Algérie se présente sur l'arène arabe comme un défenseur de la cause palestinienne, assumant le rôle de médiateur entre les différentes factions palestiniennes, qui ont conclu un accord de réconciliation à Alger en octobre 2022, quelques semaines avant la tenue du sommet de la Ligue arabe dans la capitale algérienne./